

ON ENCHAÎNE !

Grèves en chaîne pour des moyens dans les collèges des Bouches-du-Rhône et un plan d'urgence pour l'éducation.

En termes de moyens, le bilan des 5 dernières années est catastrophique pour les collèges du département. Nos établissements connaissent en moyenne une augmentation des effectifs de près de 3000 élèves sans que les moyens qui nous sont attribués ne connaissent de hausse. Au contraire, ce sont près de 1900 heures qui ont disparu entre 2018 et 2022, soit 105 postes supprimés, c'est-à-dire en moyenne 1 poste par collège. Dans les établissements d'éducation prioritaire, la baisse est particulièrement forte sans pour autant que les établissements non classés REP ou REP+ puissent bénéficier d'un apport leur permettant de respirer en termes de taux d'encadrement et de surcharge des classes.

Cette baisse des moyens a en effet des conséquences graves sur le service public d'éducation, sur nos conditions de travail et sur les conditions d'étude de nos élèves.

Le constat est clair, chaque établissement a été, est ou sera encore à l'avenir impacté par cette politique d'austérité et de casse du service public d'éducation.

C'est la raison pour laquelle nous déclarons notre solidarité avec l'ensemble des établissements victimes de ces mesures budgétaires et nous demandons la restauration des moyens que l'administration et le ministère doivent aux enfants de nos établissements, à leurs parents et aux personnels qui y exercent. Dans le contexte de crise sanitaire et sociale inédit qui vient renforcer des inégalités sociales et scolaires dans un système déjà très inégalitaire, de telles mesures nous paraissent incompréhensibles et inacceptables. Parce que la réponse doit être collective, nous pensons qu'il est nécessaire d'agir toutes et tous ensemble pour obtenir un plan d'urgence pour l'éducation dans les Bouches-du-Rhône.

C'est pourquoi nous participerons avec d'autres établissements à un mouvement inédit de grève en chaîne qui a commencé dès le lundi 14 mars avec les collèges Wallon, Renoir, Parks, Mallarmé, Quinet et qui se poursuivra avec le collège Monticelli puis d'autres établissements. Nous espérons que d'autres équipes d'établissements nous rejoindront dans cette démarche.

Au collège MONTICELLI

Au collège Monticelli, fermeture de deux classes à la rentrée prochaine !

Le collège perd une classe par an depuis trois ans et nous sommes passés de cinq classes par niveau à trois classes de sixième en septembre 2022 !

Six postes sont impactés, les dédoublements en sciences expérimentales, les classes à projets et la classe européenne sont supprimés. C'est la pérennité de l'établissement qui est menacée.

POUR LE COLLEGE MONTICELLI

rendez-vous :

Mardi 22 mars - à partir de 18h devant le collège

Un rassemblement qui regroupera parents solidaires et personnels en grève

Communiqué de presse n°1 des enseignants du collège Monticelli de Marseille.

Les enseignants du collège Monticelli seront en grève à partir du 17 mars pour s'opposer à la fermeture de deux classes à la rentrée 2022, une décision imposée par l'Inspection Académique.

La part de gâteau allouée aux établissements publics se réduit d'année en année si bien que les ressources deviennent insuffisantes. On peut créer des demi-groupes en sciences expérimentales à condition de les supprimer en français et en mathématiques. Le professeur d'espagnol ayant pour projet d'ouvrir une classe bilingue depuis trois ans peut enfin concrétiser son souhait, à condition de fermer la classe européenne d'italien, en place depuis plus d'une décennie...

Pourtant, le Ministre de l'Education Nationale a rendu 200 millions d'euros en 2019, 40 en 2020 et 400 en 2021. Depuis trois ans, l'Inspection Académique a supprimé une classe par an au collège Monticelli sans être capable d'anticiper les prévisions démographiques sur la zone. Reçus avec les parents d'élèves par Sophie SARRAUTE, Directrice Académique Adjointe des Services de l'Education Nationale, les enseignants qui ont défendu leurs projets pédagogiques se sont confrontés à une vision purement comptable de la situation: là où les professeurs voient des enfants et des citoyens en devenir qu'il faut former qualitativement, les services académiques ne voient que des numéros et des dépenses.

Un rassemblement avec les parents est prévu vendredi 18 mars à 12h devant l'Inspection Académique.